

ACHATS PUBLICS AUX PRODUCTEURS PÉRUVIENS

Débouchés publics pour les campesinos

► Un article de Pierre Coopman, rédacteur en chef de Défis Sud

En 2011, le Pérou (30 millions d'habitants) a exporté pour un montant total de 4 180 millions de dollars US de produits agricoles, dépassant son record de l'année précédente de 23%. Entre-temps, les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne - les Andes péruviennes - et des populations indigènes de l'Amazonie péruvienne ne s'améliorent que très peu, malgré une réduction sensible de la pauvreté au niveau national.

Des communautés paysannes regroupées en coopératives

Au Pérou existent diverses céréales dites andines parce qu'elles ne sont cultivées que dans les hauts plateaux de la cordillère des Andes, par des communautés paysannes. Ces communautés assurent la gestion des terres et la mise en œuvre des projets collectifs. Les producteurs ne disposent que de petites surfaces - souvent moins d'un hectare - qui ne leur permettent qu'une faible production, réservée en partie à l'autoconsommation. Avec ce qui leur reste à vendre, ils doivent obtenir l'argent pour leurs dépenses quotidiennes. Afin de tirer un bénéfice plus important de la vente, certaines communautés se regroupent en associations ou coopératives.

Ces populations rurales et indigènes (plus ou moins 9 millions de personnes, selon une extrapolation du ministère péruvien des Statistiques) ne manquent pourtant pas de dynamisme. Dans les Andes, à travers leurs associations, leurs coopératives, etc., les « campesinos » tentent de cultiver et de commercialiser leurs productions. Théoriquement, et selon la loi, ils doivent pouvoir le faire avec l'appui de l'État.

Agriculture extensive à la traîne

Le Pérou divise ses exportations en deux groupes : les traditionnelles et les non traditionnelles. Le café, le coton, le sucre et d'autres produits agricoles font partie du premier groupe. Le deuxième groupe est constitué par des céréales, des fruits, des produits de l'élevage, des légumes, des boissons, pour n'en nommer que quelques-uns.

D'après les chiffres publiés par le ministère de l'Agriculture, le café est le produit le plus important, avec près d'un tiers du chiffre d'affaires des exportations, représentant un total de 1 392 millions de dollars US et une croissance de 57 % par rapport à 2010. Le reste des exportations profite surtout aux industries

la province de Chumbivilcas dans la région de Cuzco



À Santo Tomás, une centrale des communautés paysannes vend ses produits à l'État.

agro-alimentaires (asperges, fruits et légumes divers) situées le long des côtes péruviennes.

Mais une grande partie de l'agriculture péruvienne n'est pas destinée à l'exportation. Sur 51 % des surfaces cultivées, on pratique une agriculture extensive traditionnelle et avec très peu ou pas du

[Suite à la page suivante >](#)



© Chrystèle Barbier.

Dans une rue de Santo Tomás, le chef-lieu de la province de Chumbivilcas.

> tout de moyens technologiques. Seuls 3 % des produits de l'agriculture extensive seraient en réalité voués à l'exportation. Cela paraît peu représentatif, mais c'est pourtant dans ces 3 % que les rendements sont maximisés et que la technologie est davantage mise en œuvre.

L'agriculture extensive reste à la traîne.

Dès lors, l'agriculture extensive reste à la traîne. La commercialisation au Pérou des produits de l'agriculture péruvienne est encore trop peu soutenue malgré la bonne volonté « théorique » de l'État, au travers de ses différents programmes sociaux.

Les autorités sont en effet censées participer au renforcement de ce genre de filières extensives via des achats publics

de denrées alimentaires, dans le cadre de projets sociaux ou de la constitution de stocks nationaux.

Gagner la faveur des acheteurs publics

« Au Pérou, une loi stipule qu'au moins 40 % des achats publics de produits alimentaires réalisés par les programmes sociaux (à partir du budget alloué par l'État) doivent s'effectuer auprès des producteurs locaux et de leurs organisations. », explique Sonia Salas Dominguez, la présidente du Réseau agro-industrie rurale du Pérou (Redar). Les centrales de producteurs andins partenaires de SOS Faim, sont donc censées bénéficier de ces mesures en vendant des parts significatives de leurs productions aux programmes sociaux de l'État.

Ces centrales vendent des produits transformés, à base de céréales (blé, maïs), mais également à base de graines andines comme le kiwicha (amarante),

le canigua et le quinoa. Ces variétés typiquement andines sont parfois mieux connues en Europe, grâce aux réseaux du commerce équitable, que par le consommateur péruvien. C'est dire à quel point leur potentiel reste inexploité dans le cadre des stratégies de souveraineté alimentaire nationale.

Les 40 % d'achats publics stipulés auprès des producteurs péruviens ne seraient parfois pas atteints dans les programmes sociaux décentralisés des provinces péruviennes. David Gonzales Cucho, chercheur au Centre péruvien d'études sociales (Cepes) s'inquiète de cette faiblesse, dont les causes, selon lui, sont à chercher autant du côté des acheteurs que des fournisseurs. Les acheteurs publics se laisseraient encore trop souvent convaincre par des intermédiaires du secteur privé de leur commander leur production alimentaire à un meilleur prix, moyennant quelques pots-de-vin éventuels. La corruption entraînant la corruption, certaines centrales de producteurs ont été accusées à leur tour de s'acheter les faveurs des programmes publics.

Pour David Gonzales Cucho, ces difficultés sont surmontables si les appuis fournis aux centrales de producteurs se concentrent sur l'amélioration de la gestion. Le chercheur cite en exemple la CCCR, la Centrale des communautés paysannes de Ranracancha (un district de la province de Chincheros dans la région d'Apurímac - voir la carte page 9), partenaire de SOS Faim qui « a réussi à surmonter ce genre de problèmes grâce à un fonctionnement démocratique et transparent ». David Gonzales Cucho se réjouit d'ailleurs de l'obtention récente du statut de « coopérative » pour les centrales de producteurs andins : « C'est un statut qui devrait leur permettre d'améliorer la participation de leurs membres et qui, de fil en aiguille, même si les décisions à prendre seront plus lentes, aura des répercussions positives sur la qualité de leurs produits et leurs possibilités de faire des bénéfices et de solliciter des financements. »

Qualité et délais

La difficulté des centrales à fournir dans les délais un produit en quantité et en qualité suffisantes peut également détourner les acheteurs publics. C'était

notamment le risque encouru, fin 2011, à Santo Tomás (le chef-lieu de la province de Chumbivilcas, dans la région de Cuzco - voir la carte page 21) par un autre partenaire de SOS Faim : la Centrale des communautés paysannes de Chumbivilcas (CCCCH). Selon Nohemy Yallerco, responsable à Santo Tomás du programme social «Vaso de Leche» (le «Verre de lait», présent dans la plupart des provinces rurales du pays), «la CCCCH nous vend essentiellement de la farine de kiwicha. Le règlement nous impose de faire contrôler la farine par un laboratoire. Nous avons été obligés de constater que le kiwicha était mélangé avec d'autres céréales conventionnelles (maïs, blé). Le produit ne respecte pas non plus la quantité de protéines requises par le contrat. Nous avons discuté avec les responsables de la centrale, et ils nous ont promis que ce problème sera résolu pour les prochaines livraisons de 2012».

Les difficultés sont surmontables grâce à une bonne gestion.

Pour David Chalho Tapia, responsable à Santo Tomás du Programme d'intégration nutritionnel (PIN) géré par les autorités provinciales de Chumbivilcas, «il serait nécessaire que la province compte plus d'une seule centrale de producteurs, pour qu'il y ait un minimum de compétitivité influant sur la qualité des produits et le respect des délais». Mais à l'écoute de ces mots, - respect des délais - Ricardo Balderrama, le directeur de la CCCCH, bondit sur sa chaise. Il critique, quant à lui, les retards de paiement, qui l'empêchent de rémunérer ses producteurs à la base. «Il n'est dès lors pas surprenant que des producteurs, pourtant membres de la centrale, aient récemment préféré vendre leurs productions à d'autres intermédiaires plus offrants du côté de Cusco. La chaîne de valeur est sensible et toute anicroche met en péril son bon fonctionnement. Notre région est isolée, les conditions climatiques sont difficiles, l'énergie est problématique, et, en fin de compte, les investissements ne suivent



Faustino Zamata, cultivateur de céréales andines.

pas, nos machines ne sont pas renouvelées et nos produits ne peuvent atteindre la qualité escomptée.»

Pour David Gonzales Cucho, toutes ces fragilités démontrent le rôle central et la responsabilité du directeur : «C'est lui qui doit à la fois gagner la confiance des autorités et de ses membres et rechercher les financements adéquats pour garantir la qualité du produit.» Même son de cloche du côté de Sonia Salas Dominguez. Interprétant les conclusions des évaluations de la CCCR et du CCCCH dirigées par le Redar en 2011, Sonia Salas Dominguez considère «qu'au stade actuel (fin 2011) la CCCR a mieux réussi que la CCCCH à gagner la confiance des autorités locales» (...) «La CCCR peut envisager aujourd'hui d'également commercialiser ses farines de kiwicha et de canigua dans certaines chaînes de supermarchés des

centres urbains les plus proches.» Mais il reste «un sérieux effort à réaliser en termes d'emballage du produit, un détail qui compte pour promouvoir les ventes dans des circuits commerciaux tels que les supermarchés», conclut-elle.

Il faut cependant être patient avec les centrales de producteurs, relativise Walter, qui travaille à l'usine de transformation de la CCCCH. Il a confié à Défis Sud : «Ces centrales ont vu le jour dans des régions isolées qui, pendant les années 80 et 90, ont été très durement frappées par le terrorisme du Sentier Lumineux et par les campagnes anti-terroristes des différents gouvernements péruviens qui ont dû gérer ces années de plomb (...). Il est relativement facile de parler de transparence et de bonne gestion depuis la position d'un chercheur ou d'un évaluateur installé à Lima. Mais c'est autre chose quand, sur le terrain, il faut lentement restructurer des communautés paysannes marquées par la pauvreté et par des années de terreur.»

Augmenter le pourcentage d'achats

David Gonzales Cucho, Sonia Salas Dominguez et Ricardo Balderrama s'accordent pour revendiquer une multiplication par deux de l'obligation actuelle de 40 % d'achats publics de produits alimentaires auprès des producteurs locaux.

Le seuil de 80 % devrait être, selon eux, une revendication politique claire adressée au président Ollanta Humala et à son gouvernement. Cette augmentation n'empêcherait pas la diversification des ventes, auprès des supermarchés ou d'autres acteurs privés. Elle devrait au contraire être une incitation destinée aux centrales de paysans afin qu'elles augmentent leurs niveaux de production, de transformation et de commercialisation.

«Le programme de Ollanta Humala prévoit que les revenus de l'agriculture paysanne servent à développer le Pérou et servent à la lutte contre la pauvreté au Pérou», explique David Gonzales Cucho. «Il faut espérer que notre nouveau président mette réellement en place des politiques agricoles qui réalisent ce programme de souveraineté alimentaire», conclut-il. ■